

RÉSISTANCE SOCIALE

" La République sera sociale ou ne sera pas ! " J. Jaurès

AGIR ENSEMBLE POUR DE NOUVELLES CONQUÊTES SOCIALES ?

Le 20 novembre 2010 se sont tenues, à Tours, co-organisées par *Résistance sociale* et la *Convergence 37 de défense et développement des Services Publics*, les 8èmes « Vendémiaires » sur le thème « La crise : comment s'en sortir ? ».

C'est le compte rendu de ce débat, fort riche et qui demeure au cœur des enjeux d'aujourd'hui, que vous trouverez ci-après. Nous remercions une nouvelle fois tant les intervenants de leur contribution que les participants pour leur animation d'un débat intéressant et approfondi. Débat que nous avons essayé de retranscrire et dont vous demandons d'excuser les imperfections : il ne nous a pas été possible de tout enregistrer. A ce propos, notre gratitude va à Marcelle Remérand dont la prise de notes nous a permis de rester, nous le pensons, fidèles aux propos tenus. L'intégrale de certaines interventions sera prochainement disponible sur le site de RESO (<http://www.resistancesociale.fr/>) et le blog de Convergence 37 (<http://convergencesp37.over-blog.com/>).

L'appel que nous avons alors lancé et qui a conclu cette journée, est, à ce jour, signé par plus de 500 militants associatifs, syndicaux et politiques. C'est un outil pour toutes celles et tous ceux qui comprennent l'urgence d'une démarche unitaire. Sans elle, tout espoir de reconnaissance des droits fondamentaux de chacun, de conquête de droits sociaux nouveaux et de mise en place de politiques publiques réellement d'intérêt général, est illusoire. Attendre 2012 ne suffit pas : sans mouvement social d'ampleur, l'alternance n'aboutira qu'à la désillusion. Nous vous invitons, toutes et tous, à le faire vivre, à le faire connaître autour de vous, à vos élus, vos amis, vos camarades !

Marinette BACHE, présidente de Résistance Sociale - Patrick HALLINGER, animateur de Convergence 37



Résistance Sociale a vu le jour en 2003, dans le but de permettre la rencontre et l'échange des cadres intermédiaires et des militants qui essaient d'oeuvrer dans leurs organisations respectives, syndicales, associatives ou politiques, à la mise en oeuvre d'une politique fondée sur la justice sociale, la défense et le développement des services publics, l'amélioration des conditions de vie et de travail et l'amplification des droits individuels et collectifs des salariés et de leurs familles, bref à l'avènement de la République sociale.

La **Convergence 37** s'est constituée dans le fil de la manifestation de Guéret de mars 2005 pour agir au rassemblement des forces syndicales, associatives, politiques attachées à défendre et promouvoir le service public au centre du projet de société.



Introduction de nos 8èmes Vendémiaires

« La crise : Comment s'en sortir ? »

Par Marinette Bache, présidente de Résistance Sociale,
et Patrick Hallinger, animateur de Convergence 37

Ces Vendémiaires se situent aujourd'hui dans un cadre nouveau car il est manifeste que la donne a changé dans notre pays.

Ce gouvernement a cherché, mois après mois, année après année, à promouvoir la « révolution culturelle sarkozienne » visant à remettre en cause l'ensemble des acquis sociaux. Mais aujourd'hui, plus des 2/3 de la population considère non seulement que la réforme des retraites est mauvaise, mais qu'elle participe d'une politique injuste socialement, menée en faveur des nantis.

Il y a quelques années, certains poncifs des libéraux avaient bonne presse : « ce qui est moderne, c'est ce qui est privé », « la main invisible du marché » allait tout régler, etc.

Aujourd'hui il semble clair pour tous que la mondialisation libérale et la globalisation financière ont conduit à une catastrophe économique inédite d'un coût estimé aux alentours de quinze mille milliards d'euros ... et on nous explique par ailleurs que l'argent manque !!!

Le but actuel des libéraux est simple : faire payer la crise aux populations en leur demandant d'accepter des reculs sociaux et de remettre en cause ce qui reste comme services publics, comme forme solidaire pour assurer leur bien-être.

En France, bien que les services publics aient joué un rôle d'amortisseur social, ce gouvernement veut en continuer la casse.

Nous voulons, pour notre part, mettre à l'ordre du jour la question des alternatives : construire ensemble une société nouvelle où les mots « fraternité », « égalité », « solidarité » aient pleinement leur sens.

Compte-rendu de la 1^{ère} table Ronde :
« **AGIR ENSEMBLE, CONVERGER,
UNE QUESTION AU CŒUR
DES LUTTES DE CET AUTOMNE** »

*animée par Jean-Claude Chailley, SG de Réso
et Luis Lopez, CSP 37*

Si nous sommes victimes de reculs sociaux dans tous les domaines, ce n'est pas faute de luttes. Pour rester dans un passé récent, il y a eu des succès : le CPE, le référendum sur la Constitution européenne ; mais il y a eu aussi des échecs : livret A, changement de statut de la Poste, loi Bachelot, réforme territoriale, RGPP, révision à la baisse du Code du travail, des conventions collectives.

Lorsque nous avons initié cette réunion commune Résistance Sociale / Convergence 37, nous avions bon espoir que nous pourrions obliger Sarkozy à retirer sa réforme des retraites et à négocier sur des avancées. A ce jour, ce n'est pas le cas, même si bien sûr il n'est pas question d'abandonner ce combat.

PEUT-ON PARLER D'ÉCHEC DU GRAND MOUVEMENT SOCIAL SUR LES RETRAITES ?

La grève générale n'a pas eu lieu : il s'en est fallu d'un cheveu, martela Gérard Filoche. Des grèves, des manifestations de 3 millions, 70 % de soutien de la population, des multitudes de comités locaux, de réunions publiques, l'unité syndicale : **tout semblait avoir été réuni pour gagner. Et pourtant ce n'est pas le cas. Mais il n'y a pas de quoi désespérer** car une telle ampleur aura des conséquences : **cette plaie ouverte n'est pas près de se refermer !**

Un syndicaliste de l'Education nationale partage ce sentiment : « **Il a manqué l'étincelle qui pouvait tout faire basculer.** Les salariés qui ne sont pas habituellement dans le mouvement l'ont rejoint en masse. Ceux qui habituellement ne font pas grève, ne sont pas syndiqués, qui sont à la marge des mouvements de contestation et de luttes nous ont rejoints... tout le monde attendait cette étincelle... »

Doit-on chercher des boucs émissaires ?

► Les politiques ?

La confusion de leur positionnement, à commencer par celui de Martine Aubry, n'a pas permis de « réconcilier » l'ensemble de la gauche. **Mais continuer à le pointer du doigt et faire perdurer l'invective ne règle rien selon Alain Girard, syndicaliste CGT. Cela signifie qu'il y a urgence de débattre à gauche pour construire de vraies réponses, sans recommencer à jouer à cache-cache avec un certain nombre de choses, ni syndicalement, ni politiquement.**

► Les syndicalistes ?

Certains ont dénoncé la relance d'une journée d'action plus de 10 jours après une journée de mobilisation comme une façon de « détricoter » l'action syndicale, de casser le mouvement. **La confusion semble avoir donc existé tant au niveau politique que syndical :** certains responsables syndicaux ne sont-ils pas trop tournés vers le dialogue avec le gouvernement ?

Ces problèmes ont-ils empêché la grève générale ?

Alain Girard s'interroge : « **La grève générale, on l'aurait faite avec qui ?** » En mai 68, il y a eu 11 millions de grévistes. Aujourd'hui, avec 27 ou 28 millions de salariés en France, combien de grévistes y a-t-il eu ? Doit-on construire à partir de cette réalité, ou se contenter de dire « on va dans la rue avec 3 millions de salariés » ? Sachant que 80 % des entreprises – je parle là de mon secteur – n'étaient pas en grève ? Là est la question car l'important est d'entraîner le plus grand nombre de militants, de syndiqués, de salariés pour changer la donne ! C'est cette question-là qu'il nous faut travailler. »

Cesser les procès,

penser à la pérennisation du rapport de force !

Il est déplacé, dira Gérard Gaumé de Gauche Avenir, de faire le procès des organisations

syndicales, qui ont fait un travail « de précision » et de « fourmis » tout l'été et à l'automne. **Gérard Filoche ajoute qu'il n'est pas favorable à pointer des différences entre les organisations syndicales** : avoir ramené toutes les organisations syndicales dans un mouvement unitaire est historique. **Une seule chose à dire : « chapeau ! »**

Nous savons que des différences, des divergences existent. Il faut donc continuer à débattre car construire, maintenir et emmener ce mouvement est important psychologiquement pour les salariés de notre pays. Ensuite, qu'à l'intérieur de ce mouvement il y ait des stratégies... évidemment !

Certains disent « on a perdu, c'est la faute d'Untel », etc. Nous n'avons pas à rentrer dans de tels discours car **si à l'inverse on avait gagné, certains auraient hurlé « c'est grâce à nous !!! »**. Nous devons regarder ce que l'on peut gagner collectivement aujourd'hui. Et si l'on y parvient, tant mieux et nous fêterons ensemble la victoire. C'est cet état d'esprit qu'il faut développer.

Car, comme le dira Alain Girard, il n'y a pas de victoire, il n'y a pas de défaite. Il y a un affrontement de classes très dur vis-à-vis de Sarkozy, de sa politique, des tenants de la financiarisation. L'important, c'est qu'une prise de conscience bien réelle de l'opinion existe désormais sur ces questions-là : à nous de la travailler car cela peut entraîner d'autres mouvements encore plus importants.

Il est impératif que l'ensemble des citoyens, des salariés, continue à soutenir massivement les initiatives syndicales car pour Jacques Duron, UNSA-cheminot, c'est la seule façon d'espérer gagner contre un gouvernement qui refuse le dialogue social traditionnel et toute négociation.

UN MOUVEMENT À SITUER DANS LE CONTEXTE DE L'OFFENSIVE LIBÉRALE

Pour Bernard Cassen, ***ce sont les idées, en dernière instance, qui gouvernent le monde*** : la contre-révolution libérale s'élabore depuis 30 ans même si depuis un an et demi, les virages à gauche s'observent.

En effet, la bourgeoisie et le patronat ont réussi au cours de ces 30 dernières années à imposer des reculs au monde du travail dira Charles Petitcolas (PG). Dans la séquence de 6 mois que nous venons de vivre, des choses très importantes ont mûri dans l'esprit des manifestants, des salariés et du peuple en général. **Mais peut-on en six mois rattraper 30 ou 40 ans ? Non ! Mais la reconstruction a commencé. Le mouvement social peut faire bouger les lignes, peut aider à construire un projet politique alternatif.**

DISCUTER, FAIRE CONVERGER

Marie-Paule Seité (M'PEP) fait remarquer qu'il y a, en réalité, dans la dynamique du mouvement social un **fond de revendications communes**, notamment sur les « réformes » des retraites. Beaucoup plus largement, il s'agit de dégager la société – notamment celle des salariés sans pouvoir de décision dans leur espace de travail, des précaires, des chômeurs, etc. – du diktat financier.

Ce mouvement restera marqué dans les consciences.

Vincent Martinez (FSU) insiste sur le fait que **l'« unité » syndicale est fondamentale**. C'est elle qui a permis ce mouvement de grande ampleur, la plus grande depuis 1968. Mais réfléchissons à la plateforme de ce mouvement. Une séquence vient de s'ouvrir. C'est à nous d'être des citoyens responsables pour la continuer.

En 2007, une partie des couches défavorisées a pu croire aux promesses de Sarkozy. Or, ce mouvement, selon Jean Brafman pour la FASE, **a entériné une véritable fracture sociale : Sarkozy, avec la droite et le « capitalisme libéral », a imposé ses solutions et ses choix. Il les a mis en application et a essayé de mettre à genoux le mouvement social.**

Pour qu'une véritable alternative soit portée par le peuple il faudrait peut-être en plus que la fracture démocratique soit consommée. **Or le calage du mouvement avec les différentes étapes législatives montre que beaucoup de chemin reste à faire pour construire cette révolution démocratique.**

Même si ce sujet fait débat, il s'agit aujourd'hui d'ouvrir d'autres fronts.

La situation montre que tout peut se combiner. L'appel de Politis pour un référendum sur les retraites recueille 200 000 signataires, on est donc là à un autre stade.

La pression idéologique, par l'intermédiaire des médias et du discours sur le vieillissement, a été extrêmement forte. Nous risquons de la retrouver avec la loi sur le financement de la Sécurité sociale. Là aussi nous devons nous préparer d'ores et déjà à la mobilisation

Il est vrai que l'absence de perspective politique pèse très lourdement et ne crée pas les meilleures conditions d'une crédibilisation, d'une légitimité qui soit donnée à des solutions et à d'autres choix pour une transformation de la société.

Ce qui est primordial avec cette mobilisation, dira à très juste titre Lolita Hubert, c'est que le pari de Sarkozy afin de mettre en échec le mouvement social a échoué : « Les jeunes (nous en sommes témoins) ont la volonté de faire en sorte que la retraite ne soit pas rognée à l'avenir ; ils refusent de ne vivre que de chômage et de précarité. L'UNEF ne laissera pas le gouvernement remettre le couvercle sur les revendications portées par les jeunes dans ce mouvement, notamment la question du droit à l'emploi stable, le refus du chômage et de la précarité. »

Il s'agit là peut-être d'un tournant dans la mobilisation de la jeunesse car jamais celle-ci ne s'était mobilisée en masse et avec autant d'ardeur sur une problématique exclusivement sociale et inter-générationnelle. Nous sommes peut-être en train d'assister à la résorption progressive de la fracture historique entre la jeunesse et le monde salarial mettant ainsi en péril l'efficacité de la célèbre formule des différents gouvernements « diviser pour régner ». Il pourrait s'agir là finalement d'un des plus grands acquis, inattendu, de cette mobilisation historique.



Compte-rendu de la 2^{ème} table ronde :
« COMMENT CONSTRUIRE L'ALTERNATIVE ? »

animée par

Patrick Hallinger, SN UGFF-CGT, animateur Convergence 37)
 Michel Jallamion (porte-parole Réso, animateur CDDSP Paris-IDF)

Si tout le monde s'accorde avec Charles Petitcolas pour dire qu'il faut éviter d'occulter le problème européen pour parvenir à une véritable convergence car une alternative doit se positionner sur la principale source de droit qui détricote les solidarités et les codes du travail de tous les peuples européens... **reste qu'il s'agit là d'une des raisons fondamentales du schisme à gauche.**

A noter que l'omerta syndicale sur cette question semble être mise à mal et cela peut changer le rapport de force au sein même de la gauche. Même la CES semble se radicaliser. Un intervenant citera John Monks, son secrétaire général : *« Nous sommes en désaccord total avec l'analyse qui prévaut au sein de l'Union européenne (UE), disant que l'austérité est la bonne voie pour la relance. En fait, elle pourrait mener à la ruine. (...) Tout le monde s'est engagé dans les réductions, même les salaires et les pensions. Cela entraîne une baisse de la demande pour les biens et services. Cette politique économique pro-cyclique risque de conduire à une profonde récession ».*

LA QUESTION DE L'EUROPE : ACCORD SUR LE FOND MAIS DIVERGENCE DE MÉTHODE ?

Luis Lopez nous appelle à lire le Livre Vert sur les retraites et voir ce qui se passe en Suède où le régime de retraite par points a conduit à la diminution des pensions. Nous ne sommes pas les seuls en Europe à engager des actions : celles-ci se développent en Espagne, au Portugal, en Grèce, en Irlande, en Angleterre... et Jacques Duron insiste sur le fait que les orientations européennes sont à la source de réformes pour donner un gage aux marchés, de la volonté des Etats de réduire les financements alloués à la protection sociale, aux retraites, à la cohésion sociale voulue, en France, par le CNR au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Pour Bernard Cassen, tout parti politique ou tout candidat qui n'aborde pas en priorité les contraintes européennes se moque du monde ! Car **toute politique progressiste sera immédiatement confrontée aux règles de l'UE.** Supposons qu'un gouvernement soit élu pour mettre en œuvre une politique nouvelle. Dès ses premières mesures, la Commission le déférera devant la Cour de justice européenne pour non-respect du traité ! Que fera alors ce gouvernement ? Soit « obéir », soit poursuivre son action, auquel cas ce serait le clash !

Gérard Filoche partage ce que dit Bernard Cassen sur le fond, mais pas la méthode « Je ne pense pas que l'on doive dire en premier « à bas l'Union européenne », mais « oui aux 35 heures, reconstruisons notre Code du travail, un SMIC à 1 600 euros, la retraite à 60 ans, pas de précarité ». Évidemment que cela induit un « clash » avec l'Europe, mais c'est la méthode ! C'est par là que les

gens viendront à nos positions, ce n'est pas en leur disant en premier « soyez opposés à l'Europe, et après vous aurez tout compris ! »

Quant à Liem Hoang Ngoc, député européen PS, il dénonce une Europe qui veut appliquer une politique néo-libérale à tous les pays : il y a des points communs entre les manifestations étudiantes à Londres contre l'augmentation des droits d'inscription, les manifestations françaises contre la réforme des retraites, la RGPP, ... Il s'agit des politiques dites « de sortie », terme de jargon européiste pour qualifier en réalité l'avènement des politiques néo-libérales : jusqu'alors appliquées pays par pays, **il s'agit désormais d'imposer la réduction du périmètre de l'état social à tous les états membres.**

Cela passe par une stratégie visant à « fliquer » la préparation des budgets nationaux et à fixer des objectifs de réduction de déficit. Des politiques d'austérité vont être imposées à tous les états membres avec un calendrier très serré pour revenir dans les clous du pacte de stabilité d'ici 2013 : le dernier Conseil a proposé de réviser le traité - **pour lequel nous devons exiger un référendum** -, pour inscrire les sanctions financières et le durcissement du pacte de stabilité dans un sens néo-libéral.

En effet, dira Jacques Cossart (économiste, ATTAC) en France, il reste encore des choses à privatiser, notamment des services publics... **au sein de L'UE, 70 % de notre PIB est conçu, organisé, « produit » par des services, pour beaucoup, publics.** Alors mettez-vous à la place des propriétaires du capital ! Les rapports des capitaux ayant tendance à diminuer, cela les agace: ils en ramassent beaucoup, mais pas suffisamment à leur goût !

Doit-on sortir de l'UE ?

Un débat est ouvert. Liem Hoang Ngoc se déclare profondément fédéraliste car internationaliste. **Il pense que le sens du progrès est la construction d'une Europe politique avec un contrat social à l'échelle européenne :** « Je suis favorable à une véritable constitution préparée par une véritable constituante, où sont définies les règles du jeu, comme c'est le cas dans chaque démocratie. L'Europe est dans une situation bâtarde entre une logique intergouvernementale et une logique fédéraliste. Les souverainistes trouvent que c'est trop fédéraliste, et vice versa. Cette situation ne satisfait personne et elle demanderait à être clarifiée ».

Mais le problème, pour la salle, est : qui doit la clarifier ? Les peuples ? Dans ce cas, cette clarification risque de ne pas aller dans le sens de Liem, fera remarquer Michel Jallamion. Car c'est là la rupture démocratique : **l'Europe prend ses décisions en dehors et contre les peuples. Il nous faut définir ce que nous voulons. Ensuite le choix entre fédération, confédération ou explosion se fera naturellement. N'oublions pas que la souveraineté populaire est un fait avant d'être un droit.**

Claude Nicolet, MRC, pense, lui, que le projet politique fédéral européen, qui a existé, a aujourd'hui épuisé son carburant lui permettant d'avancer : parce que les faits ont tranché. **Parce qu'il y a eu des référendums qui n'ont**

pas été respectés et que l'on doit en tirer des conséquences politiques à mettre en perspective.

Christophe Rossignol d'Europe Ecologie pense, au contraire, **qu'il y a une opinion publique, en particulier chez les jeunes, qui est profondément européenne** et ne les empêche pas de se sentir Français, Allemands, etc., voire Bretons ou d'un Lander... Pour lui, l'Europe a été mise en place pour répondre aux exigences de la paix entre états de l'UE qui sont, au niveau du monde, de tout petits états. L'union fait la force face à d'autres états, d'autres blocs comme les États-Unis, la Chine, etc.

Jean-Claude Chailley ne partage pas les perspectives fédéralistes **mais rejoint Liem Hoang Noc sur un point très important qui est la réforme du Traité de Lisbonne, de la gouvernance économique européenne** : très peu médiatisé, c'est un enjeu majeur car nous parlons aujourd'hui de la construction d'une alternative ; mais si cette réforme passe, celle-ci sera extrêmement difficile voire impossible, seule l'alternance pourra exister.

Réformer la Banque Centrale Européenne (BCE) et la monnaie ?

Il semble logique que la BCE revienne dans le giron du politique : il n'y a pas d'autonomie, de maîtrise des destins des peuples sans la maîtrise de la monnaie.

Liem Hoang Ngoc pense que **la BCE devrait financer les dettes souveraines pour permettre aux états membres de diversifier leurs sources de financement et d'éviter de recourir au marché.** La monnaie commune (= définir des taux de change fixes avec une marge de fluctuation entre monnaies) signifie le retour à l'écu. **Cela n'éviterait pas, pour lui, de revenir au cadre de monnaies nationales sujettes à des attaques spéculatives des marchés.** Il pense que la solution de solidarité du FMI et du Fonds de stabilisation et la BCE pour la Grèce est un moindre mal.

Ce propos fait réagir notamment Denis Durand, qui pense que **s'il y a eu solidarité du FMI et de la BCE, c'est envers les créanciers de la Grèce. C'est là que se pose un problème.**

Quant au débat sur la monnaie, il faut cesser les invectives telles que « Si l'on sort de la monnaie, ça va être la spéculation ». Est-ce qu'il y a une spéculation contre la couronne danoise ou suédoise ? Elles sont dans l'Union européenne sans être dans la zone euro ! Est-ce que le taux de chômage y est plus fort ? C'est plutôt le contraire qui se passe ! La monnaie unique a été créée sur le modèle de la Banque centrale allemande. Celui-ci a été imposé à l'Europe. Aujourd'hui cette monnaie fonctionne pour la monnaie de l'Allemagne, des Pays-Bas, elle est surévaluée. C'est la monnaie de la délocalisation.

Alors depuis 2 ans le débat de savoir s'il faut ou non sortir de la monnaie unique n'est plus tabou.

Le traité européen

Marie-France Beaufile, sénatrice PCF, Maire de Saint-Pierre des Corps, pense que l'on doit se poser la question du

traité européen. **Aujourd'hui, la concurrence libre et non faussée, le refus d'une harmonisation fiscale et sociale, le dumping permanent que l'on a à l'intérieur de cette Europe, tout cela nous pose un véritable problème.**

Si la quasi-unanimité des participants rejoint ce point de vue, le problème reste de savoir s'il est possible et souhaitable d'écrire un nouveau traité qui inclut la question des SP de manière positive et non sous forme de « Services d'Intérêts Généraux » qui ne posent pas la question de la propriété publique.

Marinette Bache remarque qu'il faut savoir sous quel angle on se place. Soit on se place dans le jeu des possibles. Dans ce cas il n'y a aucune chance pour que ce genre de souhait aboutisse. Soit on se place d'un point de vue de la conception d'une nouvelle société. Mais à ce moment-là nous devons nous poser la question de savoir qui doit décider et comment ? Aujourd'hui il est clair que ce ne doit être ni la Commission ni même les parlements dont la majorité cautionne la politique d'austérité. Donc la seule marge de manœuvre reste de savoir comment faire débattre l'ensemble des forces de progrès et le peuple ? A commencer, pour nous, par la France, car nous y sommes, mais cette question doit être portée par les forces de progrès dans tous les pays d'Europe, d'Asie, d'Afrique. L'Amérique latine a déjà commencé !

LE RÔLE COMPLÉMENTAIRE DE CHACUN

→ Le rôle du politique

L'idéal serait la mise en place d'Etats généraux de *toute* la Gauche, qui s'est dégagée de la duperie : « travaillez plus pour gagner plus ». Pour l'obtenir, selon Gérard Filoche, il faut continuer à chaque occasion précise, concrète (santé, école, temps de travail, etc.) à mobiliser tous les citoyens qui ont participé aux mouvements sociaux de cet automne. La gauche, dans sa grande majorité, sait ce qu'elle veut : 35 heures, 60 ans, un SMIC à 1 600 euros et pas de revenus supérieurs à 20 fois le SMIC, toute la gauche a lutté là-dessus !

→ Le rôle du syndicalisme

Plusieurs intervenants insistent sur le rôle du syndicalisme dans l'organisation du mouvement social mais aussi dans la bataille des idées.

→ Le rôle de la jeunesse

Pour Yseline Fourtic de l'UNL les lycéens ont relancé la dynamique dans la rue. L'opinion publique les a soutenue. L'intervention de la jeunesse est une donnée importante. Evelyne Rossignol cette émergence s'explique par le fait que l'avenir des jeunes est barré après les études, par des années de chômage, de précarité. Et nous ne devons pas oublier les interventions policières brutales et les exclusions prononcées contre des lycéens.

Pour Jean Jasseron (FSU), **l'absence de perspective politique pèse très lourdement. Nous avons la responsabilité de la construire : il ne suffit pas que les citoyens la soutiennent seulement !** Bernard Defaix ajoute que le peuple doit être porteur de actions rassembleuses. **La casse de notre modèle social concerne toutes les catégories sociales et toutes les**

génération. Charles Petitcolas insiste : il s'agit d'agir ensemble et de converger. Les retraites ne sont qu'un aspect du problème. Va-t-on se lancer dans un mouvement équivalent lorsque Sarkozy mettra à bas la protection sociale, la Sécurité sociale ?

Syndicats et partis politiques ont besoin les uns des autres. Pour s'ancrer et s'élargir, le mouvement social a besoin d'une perspective politique. De même, pour mettre au point un programme de rupture, une perspective politique a besoin d'un mouvement social large, puissant et conscient.

TRAVAILLER AUX CONTENUS DE POLITIQUES ALTERNATIVES

La question de la propriété publique

Pascale Abdessamad de Solidaires cite l'appel sur Internet du 7 décembre appelant au retrait de l'argent liquide pour rappeler que l'argent des banques est le nôtre. Pour Christophe Rossignol ces petites initiatives lui semblent effectivement des axes de travail de changement du monde, que ce soit les AMAP, que ce soit mettre son argent sur un compte à l'ANEF plutôt qu'ailleurs... Mais Jacques Cossart, d'accord avec l'aspect psychologique, pense qu'il ne faut pas croire que cela va changer quoi que ce soit : le système est trop bien ficelé, les actions individuelles ne peuvent le faire chanceler.

Pour beaucoup de participants le terme « nationalisation » ne doit plus être considéré un gros mot. C'est même, dira Jean-Claude Chailley, quelque chose à envisager dans le secteur bancaire. Jacques Cossart et Liem font valoir que le cadre national semble un peu étroit : le système bancaire français, nationalisé ou non, est, comme partout, la quintessence du capitalisme. Il serait préférable de créer un vaste secteur public bancaire. Cependant Marie-France Beaufrils considère qu'aujourd'hui les banques ne jouent pas leur rôle : les fonds de pension, les « hedge funds », les LBO, ... recherchent une rémunération très supérieure à la capacité de l'activité économique de produire de la richesse dans de bonnes conditions. Ils obligent donc à réduire la masse salariale. Des banques publiques permettraient au moins d'avoir un autre rôle.

Pour Isabelle de Almeida, CN du PCF, l'objectif doit être clair : mettre en place une véritable politique du crédit au service de l'emploi, de la formation et du développement, par le biais de prêts à moyen et long termes, accordés aux collectivités locales, aux entreprises publiques mais aussi aux entreprises qui vont dans le sens du progrès social et économique tout en respectant les questions environnementales. Aujourd'hui les collectivités locales sont poussées au développement des partenariats privés-publics par la suppression de la taxe professionnelle et le gel des dotations de l'Etat. **Le but est d'envoyer les collectivités locales dans les bras du tout marchand.**

Relance économique, partage des richesses

La question du financement économique nous est posée pour reconstituer l'activité économique et créer les conditions de nouveaux emplois. Sinon nos beaux discours

sur les modalités de répartition ne tiendront pas la route : 100 000 emplois en France, c'est 1,9 milliard de recettes de cotisations sociales dont 40 % pour les retraites ! Jacques Cossart attire notre attention sur la thérapie de choc nécessaire : 100 000 personnes possèdent plus de la moitié du PIB mondial (160 000 milliards de dollars). **La question d'un nouveau partage des richesses est centrale** : il faut prendre aux riches car depuis une petite trentaine d'années, les « riches » nous ont « piqué » 10 % du PIB français (transfert des revenus du travail au profit de ceux du capital).

FAIRE DU NEUF

Isabelle de Almeida est favorable à des nationalisations mais en donnant de nouveaux pouvoirs d'intervention aux salariés, en transformant les CA des entreprises publiques, et en inventant également avec celles-ci des coopérations aux niveaux européen et mondial, notamment avec le continent africain, non pour piller mais pour mettre en place une véritable coopération.

Christophe Rossignol est préoccupé par le lien entre les ressources, qui ne sont pas infinies, leur partage et comment on vit, nous, entre citoyens, entre hommes. La question de 2012 ne sera pas réglée simplement sur une question de beau programme. Il faut se reposer les questions du comment vivre ensemble, du que voulons-nous vraiment, quelle éducation ? dans quel but ? Évidemment, il faut plus de professeurs, plus d'écoles, mais au-delà ? En avons-nous une conception commune ? Comment sortir le citoyen de cette pensée unique : « ne pensez que finances, ne pensez que gestion, ne pensez qu'économie ». Comment redonner du sens au vrai débat public ?

La question des libertés et de la démocratisation

Cette question des libertés est développée en particulier par Jean Brafman, pour lequel les libéraux disposent de tout un arsenal. Des directives très précises sont données par les autorités nationales pour endiguer, corseter toute velléité de remise en cause le système. Dans la région Centre c'est la réalité des 4 prévenu-e-s de Tours qui sont poursuivis par Hortefeux pour avoir, dans un communiqué commun RESF 37/Soif d'utopie, écrit « avoir des soupçons réels quant au comportement de fonctionnaires zélés, qui utiliseraient notamment le fichier « base élèves » pour arrêter les sans-papiers ».

Plus largement, Michel Jallamion évoque le problème de la démocratisation nécessaire de la société. Comme l'a dit Liem, sauf révolution, il n'y a pas de soviet permanent. **Cependant, des instances peuvent être créées qui ne soient pas que consultatives où ne vont que quelques responsables d'organisations. D'autre part, faut-il avoir recours à la voie référendaire quand on touche à des secteurs tels que les retraites, la Sécurité sociale, etc. ? A quel moment se dit-on « la politique n'a pas le droit de décider tout seul sur tel ou tel sujet, c'est au peuple de décider**

directement », et par quels moyens ? Cela peut et doit avoir lieu au niveau européen, national, régional, local... **Alain Girard note que cela fait longtemps que des partis de Gauche au pouvoir n'ont pas réellement fait de grandes initiatives pour donner la parole et encore moins le pouvoir décisionnel aux citoyens.**

Dans le même sens, Jean Brafman parle « d'une véritable révolution nécessaire » : l'irruption du citoyen doit avoir lieu dans les décisions et les choix qui sont faits et dans la transformation sociale. Une chose essentielle : nous ne devons plus laisser en marge de la citoyenneté une partie importante de la population... certaines villes ont des taux de 50 % de non-participation, 80 % dans de nombreuses cités, sans parler des populations qui n'ont pas le droit de vote ! Il existe donc bien un désert démocratique.

Pour Charles Petitcolas, une politique alternative doit être construite pour répondre aux attentes sociales de la population. **Elle doit être élaborée à partir d'en bas dans des discussions qui associent citoyens, syndicalistes, militants politiques au sens large du mot. Cela doit aboutir à un programme partagé.** C'est la seule manière de créer une dynamique politique pour inverser le rapport de force au sein de la Gauche. C'est la seule manière pour que cette dernière mette en œuvre des mesures de ruptures pour aller progressivement vers une autre société.

En effet, une victoire qui ne surferait que sur l'antisarkozysme, se traduirait par une nouvelle déception qui nous entraînerait vers une situation aventureuse, pleine de dangers : regardons Marine Le Pen qui dénonce désormais la mondialisation et se présente comme défendant les marins-pêcheurs, les précaires, les femmes seules, etc. **Ce discours n'est pas sans résonance dans l'opinion publique. On peut le voir dans d'autres pays d'Europe : la colère, l'exaspération, se traduisent par une montée du racisme, de la xénophobie et de l'extrême droite.**

Pascale Abdessamad considère important de ne pas oublier les scientifiques dans le rassemblement nécessaire. Ils ont été longtemps loin de la classe ouvrière. Par contre le patronat, lui, a su organiser la science, ou plutôt l'idéologie, avec des scientifiques pour faire passer ses messages.

On en voit l'importance avec l'Observatoire du stress et des mobilités forcées de France Telecom, fruit de l'initiative de syndicalistes et de scientifiques : cela a permis de rendre visible, lisible, un phénomène qui existe par ailleurs, hélas, dans un grand nombre d'entreprises. Donc, l'expertise citoyenne est aussi quelque chose dont on aura besoin, à un moment donné, dans les débats.

CONCLUSION ... A SUIVRE ?

Michel Jallamion insiste sur le chemin parcouru en 8 ans. A l'époque, peu de débats publics associaient syndicats, politiques et associations : Convergence et Résistance Sociale étaient bien seules. Aujourd'hui cette démarche se popularise. De même, jusqu'en 2002-2003, les syndicalistes avaient du mal à participer à des réunions

sur des débats de société, des enjeux politiques, parce qu'il y avait des traumatismes anciens des liaisons intrinsèques entre syndicats et partis. Pendant une vingtaine d'années, on en a subi le contrecoup : il fallait faire attention. Nous constituions une tribune d'un côté syndicalistes et de l'autre politiques (les associer relevait quasiment du miracle !). Tout cela a évolué. Pour preuve la création du Comité Poste où Force ouvrière, la plus encline à cloisonner action syndicale et politique en était un des principaux moteurs.

Concernant les retraites, on a réussi à convaincre la population sur des arguments. Des jeunes, des retraités, des salariés, des chômeurs ont manifesté ensemble sur un objectif commun : défendre notre système social, en l'occurrence la défense des retraites. La seule solution est d'agir sur le long terme en amplifiant ces convergences (la Poste, les retraites) et continuer à augmenter la lutte commune. **C'est possible, car, dit Patrick Hallinger, il y a un contexte social nouveau,** une nouvelle donne. Notre objectif est de participer à la construction des nouvelles réponses pour des politiques publiques réellement d'intérêt général. Nous avons invité toutes les forces qui voulaient participer à ce travail. Il faut que chacun, là où il est, contribue à cela, même si, par moments, on ne se retrouve pas tous ensemble sur les mêmes analyses. **L'objectif est de sortir avec un engagement, de chacun et de tous par un appel à la Convergence des luttes.** Cet appel invite les forces citoyennes, syndicales, politiques à agir ensemble pour travailler à cette alternative. De ce texte, nous voulons faire un outil de la bataille des idées, des mobilisations et aussi de rassemblements les plus larges possibles.

Luis Lopez se félicite de cette réunion : cela faisait longtemps que les Tourangeaux n'avait pas vu, à la même tribune, autant de syndicalistes, de politiques, de parlementaires, d'associatifs. Quelque chose est en train de bouger, et ce dialogue commence à prendre racine. Le travail sur les contenus est donc essentiel. **Il ne faut pas attendre que l'on nous donne la parole, nous devons être capables de la prendre** et, avec les organisations qui le souhaitent, essayer de reconstruire, pour éviter justement dans la déception, les trahisons. **Seuls les citoyens eux-mêmes peuvent se réapproprier cette dimension politique.** Ce n'est pas seulement dans le Front de gauche que des solutions doivent être trouvés, mais cela doit se faire avec l'ensemble de la gauche pour qu'il y ait vraiment des transformations sociales.

Yseline Fourtic, en guise de conclusion, appelle à construire, ensemble une alternative de liberté, de justice, de solidarité et d'égalité : « Allons vers un avenir dans lequel la jeunesse, quand elle veut s'exprimer, n'est plus réprimée dans la rue par la police, par l'administration. Allons vers l'avenir que nous voulons et pas celui que les entreprises nous imposent. C'est la volonté des organisations de jeunesse. On se bat contre la société de l'abstention, on se bat pour une société de l'implication, de la citoyenneté. On se bat pour qu'un futur durable soit possible, et même incontournable. On se bat pour un Etat du service public, et pas du privé. »

N'attendons pas 2012 ! Faisons de 2011 une année de convergence pour la résistance sociale

Que ce soit en France, en Europe ou dans le monde, les peuples résistent et s'organisent

Face au capitalisme financier qui tente de tout livrer à la marchandisation, à la puissance de l'argent soutenue par les gouvernements, aux politiques d'austérité sans précédent, à la spéculation boursière, au renflouement et aux privilèges accordés aux banques et aux nantis au détriment des peuples,

Face à la formidable dégradation de l'environnement, notamment climatique, due en grande partie au productivisme capitaliste,

Face à la casse des services publics, des droits sociaux, des solidarités nationales et internationales, des péréquations entre territoires ...

Face à la tentative de confisquer le pouvoir décisionnel au peuple pour le confier aux détenteurs de capitaux et à leurs représentants,

Naît sur tout le territoire une opposition faite de mouvements sociaux qui se renforcent et convergent.

Le libéralisme par cette crise mondiale se manifeste aux peuples qu'il opprime, et qui vivent :

- ▶ *Non pas le progrès mais la régression sociale ;*
- ▶ *Non pas la démocratie mais une politique de classe au service de quelques privilégiés ;*
- ▶ *Non pas le progrès scientifique et l'innovation mais leur sacrifice au profit des gains immédiats ;*
- ▶ *Non pas la liberté et l'émancipation de l'Homme mais son asservissement à la production pour le seul profit de quelques-uns.*

Aujourd'hui, il est grand temps de construire un véritable rapport de force pour œuvrer à une alternative politique répondant aux besoins des citoyens

Nous appelons donc :

- ➔ toutes celles et tous ceux qui souhaitent l'émergence d'une nouvelle société renouant avec les valeurs de Liberté, d'Égalité, et de Fraternité à se mobiliser, à s'investir dans les luttes sociales, à se structurer, à participer aux luttes en cours et à celles à venir ;
- ➔ nos concitoyens à refuser la résignation en revendiquant le contrôle et leur participation le plus directement possible aux prises de décisions ;
- ➔ les femmes et les hommes salariés du privé comme du public, en activité ou non, à la retraite, précaires ou pas, ceux en devenir (étudiants, lycéens, ...) à s'unir et à lutter ensemble pour une société solidaire basée sur un réel partage des richesses ; des rémunérations liées au coût de la vie permettant à tous de vivre correctement, les droits fondamentaux et le plein emploi qui doivent devenir une réalité ; obtenir la juste part de la production des richesses qu'ils créent ;
- ➔ les forces syndicales, politiques, associatives dans le respect de leur indépendance et de leur démarche spécifique, à susciter et à participer activement aux rassemblements et à la convergence des initiatives répondant à l'attente de la grande majorité de la population ;
- ➔ toutes les organisations à renforcer les convergences internationales afin de faire contrepoids au dumping international généralisé.

N'attendons pas 2012, agissons, débattons dès à présent pour renforcer et amplifier les convergences sociales, pour construire, ensemble, les changements tant attendus et exprimés par les citoyens.

L'heure n'est pas à la résignation des peuples mais à la contre-offensive.

Ouvrons, ensemble, à la Convergence de la Résistance Sociale !

Nous vous invitons toutes et tous à signer cet appel

*Pour signer cet appel, renvoyez le coupon ci-dessous à : Résistance Sociale 121 avenue Ledru-Rollin 75011 Paris
ou connectez-vous à www.resistancesociale.fr ou www.convergence-sp.org*

Nom, Prénom	
Courriel*	
Ville et code postal*	
Téléphone	
Profession, organisation, mandat électif :	
Je signe l'appel pour la convergence de la résistance sociale	